



PREFECTURE DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE



Union européenne



AXE 2 : Favoriser l'innovation et renforcer la compétitivité du tissu économique francilien

Action 6 : Actions collectives de soutien à l'anticipation des mutations

Thème prioritaire (earmarking):

05 Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises

Objectifs de l'action :

- Anticiper les mutations économiques, technologiques et professionnelles en faveur des entreprises.

Description de l'action :

Opérations conduites par des structures telles que, par exemple, des syndicats ou groupements professionnels, des associations d'entreprises (pôles de compétitivité, systèmes productifs locaux...), les chambres de commerce et d'industrie destinées dans une logique transversale ou sectorielle :

- Dans une logique défensive, à revitaliser les territoires fragilisés par des cessations ou des diminutions d'activités entraînant des suppressions d'emplois en série ;
- Mais aussi dans une logique plus offensive et proactive, à aider les entreprises à anticiper les menaces, et à saisir les opportunités liées à la mondialisation, tout particulièrement dans le cadre de plans filières pluriannuels¹ pour les secteurs stratégiques¹
- A la mise en réseau des entreprises, qu'elle soit motivée par une logique de complémentarité (par exemple : maîtrise de briques technologiques différentes ou compétences différentes, permettant aux entreprises de fournir un produit ou un service plus intégré), de suppléantarité (mutualisation, économies d'échelle, rapport de force dans les relations commerciales), ou de compétition (mélange de coopération et de compétition), pourvu qu'elle s'inscrive dans la volonté d'anticiper les mutations.

Bénéficiaires potentiels2 :

Syndicats professionnels, associations, réseau consulaire, Réseau de Développement Technologique d'Ile de France, pôles de compétitivité, clusters et systèmes productifs locaux... (soutien indirect aux PME).

Secteurs ou zones privilégiés

- 1 structuration de la filière, diagnostics stratégiques dans les PMI, accompagnement à l'export, normalisation, et d'autres opérations finançables potentiellement au titre d'autres axes et/ou mesures comme l'organisation de conventions d'affaires, l'intelligence économique, l'intégration des TIC, la transmission-reprise,...
- 2 Les bénéficiaires sont listés à titre indicatif ; la liste n'est pas exhaustive.

Tout le territoire régional mais en priorité les zones urbaines les plus en difficulté.

Partenaires :

Etat, Conseil Régional Ile de France, Commission Européenne, Conseils Généraux, collectivités territoriales, entreprises, partenariat public/privé...

Critères de sélection des projets

- le caractère innovant du projet
- l'impact de l'action sur la croissance des entreprises de la filière considérée
- Prise en compte des priorités transversales européennes (égalité des chances, environnement lutte contre les discriminations, emploi) et en priorité les projets ayant un impact positif.

Critères d'éligibilité des projets :

- Le porteur de projet doit conduire une ou plusieurs actions au bénéfice de plusieurs entreprises industrielles ou de service à l'industrie.
- Les actions collectives ont pour objet l'accompagnement collectif et/ou individualisé des PME franciliennes à caractère industriel ou de services à l'industrie et en situation financière saine. *(Les entreprises ne répondant pas à cette définition peuvent néanmoins participer à des actions financées sans toutefois être bénéficiaires de la subvention attribuée concernant les phases individuelles.)*
- Le porteur de projet doit être une personne morale (association, entreprise, établissement public...) qui s'engage à mettre en œuvre, au profit des entreprises, les actions pour lesquelles il a reçu une subvention. Son rôle est fondamental. Il assure le pilotage et le suivi de l'action. Il est amené à assurer la trésorerie de l'action. Les ressources dont il dispose en termes de moyens humains et financiers doivent donc être suffisants pour permettre le bon déroulement de l'action.
- Une action collective comporte généralement plusieurs phases parmi les suivantes :
 - Sensibilisation, Pré-diagnostic, Diagnostic, Accompagnement/formation, Bilan/restitution

Une action collective doit comporter au moins une phase collective.

- L'action doit comporter une réelle valeur ajoutée pour les entreprises (innovation, prise de risque, mutualisation des coûts...). Les entreprises doivent participer au financement du programme.
- L'action doit être présentée en amont, dans une logique partenariale, à l'ensemble des financeurs sollicités.
- Elle doit résulter de l'analyse des besoins des entreprises face à une problématique donnée ou un projet commun, mais elle ne doit pas être redondante vis-à-vis de l'offre marchande.
- Tout projet d'action doit comporter des critères quantitatifs de réussite ainsi que des phases de valorisation et de promotion afin d'assurer la diffusion des résultats. Une évaluation des résultats doit être prévue et réalisée par le porteur.
- Les projets présentés peuvent être locaux, mais ils doivent avoir vocation à être essaimés.
- la concentration sur l'une des sept filières prioritaires.

Taux maximum d'intervention UE :

Le taux de cofinancement maximum de l'opération sera modulé de la façon suivante (fonction de l'impact actuel des filières prioritaires sur les zones urbaines en difficulté) :

Filière ciblée par l'action collective	Taux de cofinancement FEDER
logiciels et systèmes complexes (dont électronique, logiciel...)	30%
sciences de la vie (dont biotech, santé...)	40%
automobile (dont mécanique en transversal avec aéronautique...)	30%
aéronautique et spatial	30%
industries de la création (dont jeux vidéo, mode, design...)	40%
éco-industries	50%
Transversal dans ces filières	40%

Complémentarité FSE / FEDER/FEADER :

Pour toutes ces actions, la complémentarité sera recherchée au cas par cas avec le FSE, axe 1 « Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques » et le FEADER.

Régimes d'aides mobilisés :

Il s'agit d'une aide non remboursable.
Régime PME pour les actions collectives : NN120/90

Dépôt des dossiers et service instructeur :

La Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) est service unique responsable et service instructeur.

A titre d'information générale, les objectifs poursuivis auxquels devront contribuer les projets sont mesurés par les indicateurs suivants.

Indicateurs

type	libellé	état initial*	Objectif final
réalisation	nombre d'actions collectives soutenues	29 actions collectives en cours soutenues depuis 2003 à destination des PME sur le thème des mutations économiques (<i>source DRIRE</i>)	une centaine d'actions collectives durant la programmation
résultat	nombre de PME sensibilisées aux enjeux de leur filière	environ 1000 PME accompagnées dans l'anticipation des mutations économiques (<i>source : DRIRE</i>)	environ 3500 PME sensibilisées sur la programmation
résultat	nombre de PME accompagnées à l'international	50 PME accompagnées à l'international (<i>Source DRIRE</i>)	environ 150 PME accompagnées à l'international sur la programmation
résultat	nombre de diagnostics stratégiques réalisés	100 diagnostics stratégiques réalisés (<i>Source DRIRE</i>)	environ 350 diagnostics réalisés sur la programmation

